

Synthèse régionale

Malgré les barrages, l'économie guyanaise fait preuve de vigueur en 2017

Le blocage de l'économie guyanaise au mois de mars et d'avril a eu un impact immédiat sur plusieurs indicateurs économiques. L'économie semble cependant s'être rapidement remise en marche et termine l'année 2017 de manière dynamique. Après une période compliquée jusqu'en 2016, le niveau de la commande publique redonne des couleurs aux Bâtiments et Travaux Publics (BTP). Le secteur spatial reste dynamique. La consommation des ménages et l'investissement des entreprises sont bien orientés comme le montrent l'activité bancaire et les ventes d'automobiles. Pour finir, l'emploi salarié et l'intérim sont en hausse en 2017, notamment en fin d'année. Le contexte mondial s'améliore. En France, la croissance accélère (+ 2,2 %) et atteint son niveau le plus élevé depuis 2007. Si la zone Amérique latine et Caraïbes reste en difficulté, la situation s'améliore notamment pour les deux pays voisins de la Guyane. Le Brésil est sorti de la récession en 2017 et le Surinam devrait en sortir en 2018.

Rémi Charrier, Insee

La construction et le secteur spatial, secteurs porteurs en 2017

En 2017, le Centre Spatial Guyanais (CSG) a lancé onze fusées ayant permis de mettre sur orbite 20 satellites. Comme en 2014, 2015 et 2016, l'activité spatiale se maintient à un niveau élevé. Elle devrait rester dynamique en 2018 avec un important carnet de commandes : 53 lancements dont 14 prévus en 2018. Les travaux de construction du pas de tir Ariane 6 se poursuivent et l'objectif d'un premier lancement en 2020 est maintenu.

Au second semestre 2016, des chantiers importants de logements sociaux ont été lancés. Ils offrent un supplément d'activité au secteur du BTP, en sus du chantier Ariane 6 et de la poursuite de la construction de l'hôpital de l'Ouest guyanais. Le volume financier des démarrages de chantier retrouve son niveau élevé de 2011 et 2012. Ce rebond se traduit par une forte augmentation de l'intérim et un regain d'emplois dans le BTP. Au second semestre 2017, la consommation de ciment est au plus haut depuis le second semestre 2013 et les importations d'éléments en métal pour la construction atteignent des niveaux encore jamais atteints en Guyane.

L'emploi bien orienté en fin d'année

En fin d'année 2017, le nombre d'emplois intérimaires en équivalent temps plein atteint 1 430, en hausse de 31 % par rapport à l'année précédente. Comme en 2016, les entreprises utilisent l'intérim, par définition plus flexible, pour répondre à la hausse de l'activité. Mais, contrairement à 2016, l'emploi salarié repart à la hausse de manière assez nette (+ 2,7 % entre fin 2016 et fin 2017). Tous les secteurs sont concernés, sauf les hôtels cafés et restaurants. Le dynamisme de l'emploi salarié a été particulièrement fort au second semestre et ne s'est donc pas traduit dans le taux de chômage qui est

calculé sur toute l'année 2017. Celui-ci reste stable, à 22 % de la population active. Plus préoccupant, le nombre d'inactifs dans la population en âge de travailler continue d'augmenter en 2017 en Guyane, une tendance qui dure depuis quelques années.

Le crédit et la consommation progressent

L'économie guyanaise reste bien irriguée par les financements bancaires.

Les crédits d'investissement des entreprises guyanaises sont dynamiques, en hausse de 70 M€ en 2017 et atteignant 601 M€. Les investissements dans l'habitat des ménages poursuivent leur croissance (+ 4,9 %) et l'encours des crédits immobiliers des ménages atteint 860 M€. Les investissements des entreprises se traduisent en une augmentation des achats de véhicules utilitaires et industriels (+ 18 %) et une augmentation des importations de biens d'équipement.

Dans un contexte de hausse de l'emploi salarié et des crédits à la consommation, les ménages consomment. Les achats de véhicules particuliers augmentent ainsi de 4,1 % et sont au plus haut depuis 2010. Ce dynamisme de la consommation a un fort impact dans les importations qui augmentent de 14,3 % notamment les produits manufacturés.

Un rebond rapide après les barrages

L'impact des barrages du premier trimestre 2017 reste visible sur différents indicateurs. En mars et en avril 2017, on observe une forte baisse des transports maritimes et aériens, une chute de l'intérim et de la création d'entreprises. La récupération a cependant été rapide. Dès le mois de juin, l'intérim a retrouvé son niveau de février. Si les barrages ont perturbé les transports aériens et maritimes, ces derniers rebondissent et affichent globalement une bonne activité en fin d'année. Malgré près

de deux mois où les rotations d'avions ont fortement diminué, le transport aérien termine l'année avec un nombre de passagers proche de celui de 2016 qui était une bonne année. Seul bémol : la création d'entreprises, qui suivait une forte tendance à la baisse depuis 2012. Malgré un rebond au troisième trimestre, la création d'entreprises nouvelles reste à un niveau historiquement bas en cumul sur l'année.

Des perspectives favorables pour 2018

Les principaux moteurs de l'économie guyanaise sont en marche en début d'année 2018 et entraînent l'ensemble de l'économie. Si l'emploi salarié et l'intérim continuent sur leur lancée en 2018, cela aura un effet positif sur le revenu disponible des ménages et sur la consommation. Quelques menaces pèsent tout de même sur cette dynamique. La commande publique a baissé en 2017 et une nouvelle baisse en 2018 pourrait faire perdre le bénéfice du rebond de 2016. Pour le moment, les carnets de commande semblent assez bien remplis mais le secteur aura rapidement besoin de nouveaux marchés. L'économie guyanaise souffre également d'un manque de compétitivité qui se traduit par une faiblesse à l'export et par la difficulté à satisfaire les besoins des ménages avec des productions locales, ce qui renforce les importations.

La hausse de la consommation des ménages pourrait être limitée par la hausse des prix, notamment de l'énergie. Depuis son point bas début 2016, le cours du baril de pétrole a été multiplié par deux. La vigueur de l'euro a permis de compenser en partie cette hausse mais la relative bonne santé de l'économie mondiale pourrait tirer les prix vers le haut. Enfin, à moyen terme, la montée en puissance de certains concurrents menace les positions européennes dans le secteur et renforce l'enjeu du programme Ariane 6. ■

Contexte national et international

Reprise internationale et accélération de la croissance nationale

Jean-Baptiste Berry, Insee

Cette année 2017 a été mouvementée, marquée par des catastrophes naturelles, des tensions géopolitiques et de profondes divisions politiques dans de nombreux pays. Sur le front économique, en revanche, 2017 se termine sur une note positive : la poursuite de l'accélération du PIB observée dans une très grande partie du monde constitue la reprise conjoncturelle la plus ample de la décennie.

Reprise d'ampleur de la croissance mondiale en 2017

L'un des aspects notables de la reprise en 2017 est son ampleur. L'accélération de la croissance a concerné près des trois quarts des pays du monde et n'avait jamais été aussi généralisée depuis 2010 : à l'échelle mondiale, l'activité économique a progressé de +3,8 %, pour 3,2 % en 2016, soit la plus forte progression depuis la récession de 2009. Surtout, certains des pays qui affichaient des taux de chômage élevés depuis assez longtemps, dont plusieurs dans la zone euro, participent à la poussée de la croissance et enregistrent une forte progression de l'emploi. Quelques-uns des grands pays « émergents » comme le Brésil et la Russie en ont fini avec la récession. Toutefois, la croissance du PIB par habitant dans près de la moitié des pays « émergents et en développement », en particulier les plus petits, est à la traîne par rapport à celle des pays avancés et s'est affichée en baisse dans presque un quart des pays « émergents et en développement ». Les pays en difficulté comprenaient les exportateurs de pétrole et les pays à faible revenu en proie à des conflits civils ou des catastrophes naturelles.

Stimulée par un redémarrage de l'investissement, la croissance du commerce international, qui n'avait jamais été aussi lente depuis 2001 est repartie : après une croissance de 2,0 % en 2016, le commerce mondial a progressé de 5,2 % en 2017, rythme qui n'avait pas été atteint depuis 2011. La faiblesse des dépenses d'équipement dans le secteur de l'énergie avait largement contribué à la mollesse de l'investissement mondial en 2016.

Les prix des métaux et des combustibles ont été soutenus par l'élan plus puissant de la demande mondiale et les restrictions de l'offre dans le secteur énergétique, y compris les pannes de production liées aux ouragans aux États-Unis, les turbulences financières au Venezuela et les problèmes de sécurité dans certaines régions d'Iraq. Sur l'ensemble de l'année 2017, la demande de pétrole a légèrement excédé l'offre : cette dernière est restée contenue grâce en particulier à la limitation de la production des pays ayant pris part à l'accord de l'Opep établi fin 2016.

La croissance des salaires est restée étonnamment molle dans les pays avancés, malgré la baisse des taux de chômage. L'atonie persistante sur les marchés du travail - illustrée par des taux de chômage encore élevés dans certains pays ou des niveaux importants de chômage partiel subi - ainsi que la faible croissance de la productivité sont largement responsables de la morosité observée.

Les valorisations boursières ont poursuivi leur progression et approchent des niveaux record, les banques centrales ayant conservé des cadres de politique monétaire accommodante sur fond d'inflation très modérée. Ceci s'inscrit dans une tendance qui balaie plus largement tous les marchés financiers mondiaux, où des taux d'intérêt bas, des perspectives économiques plus favorables et un appétit plus solide pour le risque ont dopé les cours des actifs.

Accélération de la croissance française en 2017

L'activité économique française s'est inscrite dans cette dynamique économique mondiale favorable : elle a crû de 2,0 % en 2017, après +1,1 % en 2016, retrouvant un rythme proche de ceux observés en 2010 et 2011. Cette progression s'est accompagnée d'environ 270 000 créations nettes d'emplois, permettant un recul de plus d'un point du taux de chômage. Ces résultats traduisent en particulier la vigueur retrouvée de l'investissement, tandis que la consommation des ménages s'est

montrée moins dynamique qu'en 2016. La fin d'année a par ailleurs été marquée par le rebond attendu des exportations aéronautiques : au quatrième trimestre 2017, les exportations françaises ont nettement accéléré (+2,4 % après +1,0 % au troisième trimestre) du fait de la vigueur de la demande mondiale adressée à la France et surtout de livraisons aéronautiques exceptionnellement élevées, venant rattraper les trimestres précédents. Au-delà de la vive croissance des ventes manufacturières, les dépenses des touristes étrangers en France, qui contribuent aux exportations de services, sont restées solides en fin d'année.

Braver la tempête

Les pays de la Caraïbe ont en commun leur vulnérabilité à de fréquentes et coûteuses catastrophes naturelles. Nombre d'entre eux font partie des 25 nations les plus vulnérables aux catastrophes en termes de nombre d'habitants ou de superficie. Irma et Maria, les deux ouragans de catégorie 5 qui ont dévasté les Caraïbes en septembre 2017, sont les dernières tempêtes tropicales à avoir balayé la région, au prix de lourdes pertes en vies humaines et de considérables ravages, depuis les îles Turques-et-Caïques jusqu'à la Dominique. Cette vulnérabilité est accentuée par la faible taille relative des économies caribéennes, qui sont proportionnellement plus exposées ; ainsi, l'estimation des dégâts et pertes subis par la Dominique serait de 200 % de son PIB annuel. Les pays les plus grands des Caraïbes comme Haïti ou la Jamaïque connaissent régulièrement des désastres naturels (ouragans et tremblements de terre).

La vulnérabilité des Caraïbes est caractéristique des petits États insulaires, mais cette région a en général subi des dommages plus importants que d'autres. Selon une estimation moyenne des dégâts dus aux catastrophes, le ratio dommages - PIB a été 4,5 fois plus élevé pour les petits États que pour les plus grands, mais six fois plus important pour les pays des Caraïbes. En outre, les pays de la région sont sept fois plus susceptibles d'être frappés par une catastrophe naturelle que de plus grands pays, et deux fois plus susceptibles que d'autres petits pays.

Source : FMI, mars 2018.

Les revenus d'activité soutiennent en 2017 le pouvoir d'achat : l'accélération des revenus d'activité des ménages, portée par les évolutions favorables de l'emploi et des salaires, a été comparable en 2017 à celle des prix de la consommation. Ainsi, le pouvoir d'achat des ménages a connu une progression dynamique en 2017 (+ 1,7 %) similaire à celle de 2016 (+ 1,8 %). Malgré des gains de pouvoir d'achat soutenus en 2017, la consommation des ménages a crû modérément (+ 1,3 % après + 2,1 % en 2016). Si la faible consommation d'énergie a pesé sur l'ensemble, les achats d'autres biens comme de services n'ont guère été plus dynamiques qu'en 2016.

Le taux d'investissement des entreprises atteint un sommet en 2017 : l'investissement des entreprises non financières a accéléré en 2017 (+ 4,4 % après + 3,4 % en 2016), conduisant leur taux d'investissement à des niveaux inédits depuis 40 ans (22,4 %).

1 Accélération de la croissance nationale en 2017

Le produit intérieur brut et l'évolution de ses composantes (Variations n/n-1 en volumes chaînés, en %)

	2013	2014	2015	2016	2017
Produit intérieur brut	0,6	0,9	1,1	1,1	2,0
Importations	2,1	4,8	5,7	4,2	4,1
Dép. conso. ménages	0,5	0,7	1,4	2,1	1,3
Dép. conso. APU*	1,5	1,3	1,1	1,2	1,6
FBCF totale	-0,8	0,0	1,0	2,7	3,8
dont ENF*	0,2	1,7	3,1	3,4	4,4
dont ménages	-0,5	-3,0	-2,1	2,4	5,3
dont APU*	-0,7	-5,3	-3,0	-0,1	-1,0
Exportations	1,9	3,3	4,3	1,9	3,3
Contribution des variations de stocks	0,2	0,7	0,3	-0,1	0,4

*APU : administrations publiques - ENF : entreprises non financières
Source : Insee - Comptes nationaux, base 2010.

2 Les prix du pétrole se maintiennent en 2017

Évolution du prix moyen du baril de Brent, pétrole brut léger (Royaume Uni), moyen (Dubai) et lourd (/Texas) (calcul à pondération égale)
Base 100 en 2000 (\$ / baril)



Source : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (unctadstat.unctad.org).

Conjoncture et perspectives 2018 : poursuite de l'élan de 2017

Le rythme de la reprise ne faiblirait pas en 2018. Ce scénario est soutenu par des conditions toujours favorables sur les marchés (en dépit du retour d'une certaine volatilité) et les prévisions d'une large expansion budgétaire aux États-Unis. La croissance américaine devrait rester particulièrement dynamique, à 2,9 % en 2018. La zone euro devrait aussi poursuivre sur sa lancée à + 2,4 % en 2018 et 2 % en 2019. L'Asie émergente restera le principal moteur de l'activité mondiale, avec une croissance attendue autour de 6,5 % en 2018 et 2019. La Chine devrait décélérer tout en conservant une vitesse de croisière élevée (+ 6,6 % en 2018 et + 6,4 % en 2019). Les exportateurs de matière première, enfin, devraient voir leurs perspectives s'améliorer un peu après trois années difficiles.

Les économies émergentes bénéficient actuellement de nombreux facteurs favorables : bonnes perspectives industrielles (au Brésil, en Inde et en Turquie), hausse du pouvoir d'achat des ménages et remontée des prix du pétrole (pour la Russie en particulier) ou dynamisme des importations des partenaires commerciaux (la zone euro pour les pays d'Europe centrale et orientale par exemple). Ces soutiens devraient permettre le maintien d'un rythme élevé de croissance, voire une accélération de l'activité dans la plupart de ces pays. En Chine, les importations retrouveraient de la vigueur malgré le léger ralentissement de la demande intérieure : après avoir marqué une pause au dernier trimestre 2017, les importations chinoises retrouveraient du tonus au premier semestre 2018 (+ 2,0 % par trimestre), tirant profit de l'appréciation passée du yuan. Les exportations ne seraient pas pénalisées pour autant (environ + 1,5 % par trimestre, après + 3,6 % en 2017). Enfin, suivant la tendance de la demande intérieure, l'activité chinoise ralentirait à peine (+ 1,5 % par trimestre).

L'investissement accélérerait en 2018 aux États-Unis. La réforme fiscale votée en fin d'année 2017 par le Congrès américain commencerait à porter ses effets sur les revenus des ménages et les profits des entreprises dès le premier semestre 2018. La consommation des ménages y resterait ainsi vigoureuse (+ 0,6 % au premier puis + 0,7 % au deuxième trimestre), tirée par le pouvoir d'achat du revenu disponible brut qui profite du dynamisme de l'emploi. L'investissement des entreprises accélérerait nettement (+ 1,0 % puis + 2,0 %), avec la perspective de la mise en place du dispositif de suramortissement au deuxième trimestre 2018. L'activité économique américaine accélérerait ainsi légèrement.

Le commerce mondial resterait dynamique en 2018 : au quatrième trimestre 2017, le commerce mondial a progressé de 1,4 %, les importations américaines accélérant notablement. Durant le premier semestre 2018, la croissance des échanges mondiaux s'atténuerait un peu (+ 1,3 % puis + 1,2 % au deuxième trimestre) tout en restant dynamique. L'embellie économique de la zone euro permettrait une poursuite de la hausse de l'emploi en 2018 (+ 0,4 % par trimestre) et une baisse du taux de chômage jusqu'à 8,5 % à l'été. Dans un contexte de difficultés de recrutement persistantes,

notamment en Allemagne, les salaires seraient tout aussi dynamiques qu'en fin d'année, croissant de 0,7 % par trimestre, soit un peu plus que l'inflation. Les prix conservant des glissements annuels contenus (+ 1,5 % à la mi-2018 et + 0,9 % pour l'inflation sous-jacente), les gains de pouvoir d'achat continueraient d'être robustes en zone euro. En France dans tous les secteurs, les enquêtes de conjoncture signalent qu'un niveau élevé d'optimisme a été atteint en fin d'année 2017. Début 2018, certains indicateurs de climat ont cessé de progresser, notamment dans l'industrie et le commerce de détail, d'autres se sont repliés, dans les services, le bâtiment et le commerce de gros, tout en restant dans tous les cas nettement supérieurs à leur moyenne de longue période. Le climat des affaires, à 109 en février 2018, a ainsi perdu trois points depuis décembre dernier. La production manufacturière freinerait début 2018 (0,2 % au premier trimestre puis 0,6 %), après une fin d'année 2017 particulièrement allante (+ 1,5 % au quatrième trimestre). La production de services marchands hors commerce (+ 0,5 % par trimestre) et du commerce (+ 0,3 % au premier puis + 0,6 % au deuxième trimestre) serait également un peu moins dynamique ce semestre. La construction, toujours soutenue au premier trimestre (+ 0,8 %), ralentirait au deuxième (+ 0,6 %) du fait du repli de l'investissement en bâtiment tandis que la production dans les travaux publics se redresserait après deux trimestres de baisse. Après une année 2017 de rebond vers un niveau de production tendanciel, la production agricole serait stable début 2018.

Au total, le PIB national progresserait durant le premier semestre 2018 à une cadence un peu moins rapide qu'en 2017. Fin juin, l'acquis de croissance pour 2018 serait de + 1,6 %.

3 Accélération de la croissance mondiale

Croissance du PIB en 2013, 2014, 2015, 2016 et 2017, projections pour 2018 (en %)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Monde	3,3	3,4	3,4	3,2	3,8	3,9
Economies dites avancées	1,2	1,8	2,1	1,7	2,3	2,5
Etats Unis	1,5	2,4	2,6	1,5	2,3	2,9
Zone Euro, dont :	-0,3	0,9	2,0	2,0	2,5	2,5
France*	0,6	0,9	1,1	1,1	2,0	2,1
Allemagne	0,4	1,6	1,8	1,8	2,5	2,5
Japon	1,6	-0,1	1,2	0,9	1,7	1,2
Pays dits émergents ou en développement	4,9	4,6	4,2	4,4	4,8	4,9
Chine	7,7	7,3	6,9	6,7	6,9	6,6
Inde	6,6	7,2	7,9	7,1	6,7	7,3
Amérique Latine - Caraïbes	3,0	1,3	0,1	-0,6	1,3	2,0
Brazil	3,0	0,1	-3,8	-3,5	1,0	2,3
Venezuela	1,3	-3,9	-5,7	-16,5	-14,0	-15,0
Suriname	2,8	1,8	0,1	-5,1	0,0	1,4
Caraïbes¹	3,4	5,1	5,1	4,9	3,1	6,2
Haiti	4,2	2,8	1,0	1,4	1,2	2,0
République Dominicaine	8,5	9,2	7,7	6,6	4,6	5,5
Antigua et Barbuda	1,5	4,2	2,2	5,3	2,8	3,5
Dominique	0,6	3,9	-4,3	2,6	-4,2	-16,3
Sainte-Lucie	0,1	0,5	1,6	3,4	3,0	2,5
Barbade	0,0	0,2	0,5	1,6	0,9	0,5
Trinidad et Tobago	2,3	-1,0	-1,8	-6,0	-2,6	0,2

1 Antigua et Barbuda, The Bahamas, Barbados, Dominica, the Dominican Republic, Grenada, Haiti, Jamaica, St. Kitts and Nevis, St. Lucia, St. Vincent and the Grenadines and Trinidad et Tobago.
Source : FMI, World Economic Outlook, avril 2018 sauf (*) Insee, comptes nationaux, base 2010.